

Forces de changement



[CÉDRIC DURAND](#)

<https://newleftreview.org/sidecar/>

28 JUILLET 2021

[ÉCONOMIE](#)

L'ampleur de la [rupture avec le néolibéralisme](#) initiée par l'administration Biden dépendra à la fois du déroulement de la politique Washingtonienne et de l'impact des mobilisations d'en bas. Pourtant, en arrière-plan, des forces impersonnelles continueront d'affecter la métamorphose du capitalisme à travers ses étapes successives. C'est à partir de ces contraintes structurelles et de ces opportunités que se tisse le tissu de la conjoncture actuelle. Que peut nous en dire l'économie politique contemporaine ? Au-delà de la sphère de la pensée libérale dominante, un ensemble de contributions théoriques récentes ont tenté de diagnostiquer le moment présent en le situant dans les rythmes à long terme du développement capitaliste. Ils offrent une lumière nouvelle, sinon une clé magique, pour comprendre le changement systémique représenté par Bidenomics.

De telles forces de changement sont systématiquement ignorées par les économistes libéraux. L'échange marchand est considéré comme une sphère d'activité qui ne dépend que d'elle-même ; l'intervention collective consciente ne doit pas interférer avec la main invisible ou *l'ordre spontané*. Cependant, il est de plus en plus clair que cette foi dans l'ajustement auto-équilibrant du marché ne peut pas fournir une théorie générale du changement socio-économique rapide, ni une explication spécifique de nos turbulences politiques actuelles. Reconnaisant cette limitation, *The Economist* a récemment rejeté la modélisation de l'équilibre néoclassique et l'instrumentalisme friedmanien en faveur de l'[économie évolutionniste](#), qui « cherche à expliquer les phénomènes du monde réel comme le résultat d'un processus de changement continu ». « Le passé informe le présent », déclara-t-il. « Les choix économiques sont faits et informés par des contextes historiques, culturels et institutionnels ».

Cette intervention signale l'affaiblissement de l'emprise de l'économie néoclassique sur l'ensemble de la profession. Pourtant, le schéma évolutif conserve néanmoins une profonde fidélité à l'idéologie bourgeoise, fondée sur la croyance que *Natura non facit saltum*, « la nature ne fait pas de sauts ». Pour cette école de pensée, l'évolution est toujours incrémentale. Il peut y avoir des exceptions pragmatiques à cette règle, comme lorsque les néolibéraux adoptent une thérapie de choc pour démanteler les vestiges de l'ordre socialiste « contre nature » en Europe de l'Est, ou lancer une [révolution](#) contre le modèle social français à la manière d'Emmanuel Macron. Mais ce volontarisme opportuniste s'enracine dans le présumé des vertus transhistoriques du marché ; il ne s'appuie ni sur une théorie des

périodes de l'histoire capitaliste, ni sur une explication de ses tournants au-delà des arguments ad hoc.

Il y a quatre décennies, John Elliott [écrivait](#) dans le *Quarterly Journal of Economics* qu'en dépit de leurs engagements idéologiques opposés, Marx et Schumpeter s'accordaient sur les trois caractéristiques saillantes de la dynamique évolutive du capitalisme : « Elle vient de l'*intérieur* du système économique et n'est pas simplement une adaptation à des changements. Il se produit de manière *discontinue* plutôt que sans à-coups. Elle apporte *des* changements *qualitatifs* ou des « révolutions », qui déplacent fondamentalement les anciens équilibres et créent des conditions radicalement nouvelles . ' Pierre Dockès a tracé cette perspective « mutationniste » dans son œuvre monumentale, [Le Capitalisme et ses rythmes](#)(2017) : « la mutation affecte non pas un aspect ou un caractère de l'ordre productif, mais le système lui-même : un changement d'état. A partir d'un certain seuil, il y a percolation : le changement quantitatif des éléments se cristallise en un changement qualitatif de l'état du système ».

Pourtant, la question demeure : qu'est-ce qui motive cette percolation, et comment se cristallise-t-elle exactement ? Plus précisément, quelles tendances de long terme poussent la mutation actuelle au-delà du néolibéralisme ?

*

Pour éclairer ces questions, nous pouvons d'abord nous tourner vers la riche tradition intellectuelle dérivée de Schumpeter et Nikolai Kondratiev, qui relie le changement technologique à des vagues d'accumulation de capital sur plusieurs décennies. Pour cette tradition, des clusters d'innovation sont déployés pendant la phase d'expansion jusqu'à ce que les voies les plus rentables soient épuisées. Ensuite, une phase dépressive favorise une recherche intensive de nouvelles opportunités commerciales, semant les graines d'une nouvelle phase d'expansion potentielle. Ces changements sont de longues vagues plutôt que des cycles. Si les dépressions sont une conséquence inéluctable du développement capitaliste, il n'est nullement inévitable qu'une nouvelle phase d'expansion se déclenche.

Selon [Long Waves of Capitalist Development](#) d'Ernest Mandel (1980), « ce n'est pas l'innovation technologique en soi qui déclenche une nouvelle expansion à long terme. Ce n'est que lorsque cette expansion a déjà commencé que les innovations technologiques peuvent se produire à grande échelle ». Cela nécessite « à la fois une forte augmentation du taux de profit et un énorme élargissement du marché ». Parce que « la manière capitaliste d'assurer la première condition entre en conflit avec la manière capitaliste d'assurer la seconde », Mandel soutient que « des changements dans l'environnement social dans lequel opère le capitalisme » doivent intervenir. En somme, si les ralentissements sont endogènes, les reprises nécessitent des « chocs systémiques » exogènes – guerres, contre-révolutions, défaites ouvrières, découverte de nouvelles ressources – pour permettre à l'accumulation de capital de repartir.

Avant sa mort en 1995, Mandel a identifié « l'intégration totale de l'ex-URSS et de la République populaire de Chine dans le marché mondial capitaliste », ainsi qu'une « défaite majeure de la classe ouvrière », comme des conditions préalables à une reprise. Cette analyse a été partiellement confirmée : l'expansion des chaînes de valeur mondiales et le taux d'exploitation croissant résultant des politiques néolibérales, ainsi que la disponibilité d'une énorme main-d'œuvre de réserve, ont été des changements décisifs qui ont propulsé la reprise

de l'économie mondiale à partir du milieu des années 90. au crash de 2008. Mais en raison d'une surcapacité croissante et d'une demande anémique, une phase d'expansion complète menée par l'économie numérique n'a pas pu se matérialiser.

La théorie de Mandel est rarement mentionnée de nos jours, mais on peut néanmoins trouver certaines de ses idées dans les travaux influents de Carlotta Perez et Mariana Mazzucato. Dans un [article](#) conjoint de 2014 intitulé « L'innovation comme politique de croissance : le défi pour l'Europe », ils ont également cherché à décrire les conditions d'une reprise économique. « Les marchés seuls ne peuvent pas nous ramener à la prospérité », écrivaient-ils. « L'investissement est motivé par l'innovation ; spécifiquement, par la perception de l'endroit où se trouvent les nouvelles opportunités technologiques. L'investissement privé n'intervient que lorsque ces opportunités sont claires ; l'investissement public doit être orienté vers la création de ces opportunités dans tous les espaces politiques et affectant l'ensemble de l'économie ». Perez et Mazzucato ont tenté d'aller au-delà de la dépendance de Mandel à l'égard des « chocs systémiques » en donnant à l'État la responsabilité des facteurs extra-économiques nécessaires pour lancer une expansion. L'innovation souhaitable doit être rentabilisée par la politique industrielle – régulation financière, gestion de la demande, éducation, etc. – tout en

Ainsi, les forces du changement peuvent se trouver en dehors de la sphère économique. Pour Perez et Mazzucato, les « problèmes actuels sont structurels » (lire : endogène) et remontent à des décennies avant la crise de 2008. Mais, de manière cruciale, ils croient que les conditions pour les surmonter résident dans l'autonomie de l'élaboration des politiques. La politique peut changer les conditions structurelles. C'est une leçon incontournable du rattrapage chinois dirigé par le Parti communiste, et la justification de base [du retour en grâce du capitalisme d'État](#).

Si l'on accepte cet argument, il est tentant d'aller plus loin en explorant les facteurs qui pourraient favoriser le changement institutionnel et recadrer les conditions de l'accumulation du capital. Ce qui vient immédiatement à l'esprit, c'est le « double mouvement » de Karl Polanyi. Dans [The Great Transformation](#) (1944), il écrit que « alors que l'économie du laissez-faire était le produit d'une action délibérée de l'État, les restrictions ultérieures au laissez-faire ont commencé de manière spontanée ». Si la libéralisation est un projet politique, l'impact destructeur des forces du marché est automatiquement « stoppé par l'autoprotection réaliste de la société ». Alors que Polanyi se concentre sur le changement institutionnel plutôt que sur les vagues d'accumulation, son analyse établit un lien incontournable entre les deux.

Une contribution récente de l'école post-keynésienne reprend là où Polanyi s'était arrêté, proposant une élégante endogénéisation du conflit de classe induit par les institutions dans les fluctuations économiques à long terme. Dans le [modèle de](#) Michalis Nikiforos, « L'augmentation de la part des bénéfices est liée à la domination du marché autorégulé et conduit inévitablement à une crise. La société se mobilisera pour se protéger et il y aura un contre-mouvement, qui... se traduit par une augmentation de la part salariale ». Pour Nikiforos, « ce contre-mouvement peut aussi conduire plus tard à une crise qui rendra plus attrayante l'émergence du marché autorégulé et conduira à un changement de direction de la distribution et à une augmentation de la part des bénéfices ». Il soutient que l'instabilité de la distribution des revenus est due à la dynamique de la lutte des classes : plus une classe a de pouvoir, plus elle a le potentiel de s'approprier une plus grande part des revenus de la société. Mais le pouvoir de chaque classe repose à son tour sur « ses effets potentiels sur les performances macroéconomiques de l'économie ». Lorsque l'excès de profit commence à

nuire à l'économie en général, la pression politique monte pour un arrangement plus favorable aux salaires. *Etvce versa* .

Ce cadre permet une interprétation directe de la conjoncture actuelle : « La crise récente et la stagnation actuelle sont le résultat des arrangements institutionnels néolibéraux, qui ont émergé en réponse à la crise des profits et à la crise des années 1970... La montée soudaine des les forces politiques égalitaires qui étaient jusqu'à très récemment en marge du système politique, ou la popularité du livre de Piketty, sont autant de manifestations de la réaction de la société contre les dispositifs institutionnels responsables de la crise et de la stagnation ». L'accent unidimensionnel sur la distribution des revenus est bien sûr une limitation du modèle de Nikiforos, mais l'avantage est qu'il fournit un mécanisme explicatif aux deux extrémités de la fluctuation.

Les économistes influencés par l'école dite de la régulation ont également tenté d'expliquer la récurrence de « crises structurelles » qui nécessitent une restructuration institutionnelle majeure et produisent un nouvel équilibre des forces de classe. Dans [*La montée et la chute du capitalisme néolibéral*](#), publié en 2015, David Kotz a anticipé un mouvement vers une forme de capitalisme plus régulée, définie par un État plus fort influençant et contraignant le marché. Il note que « la crise actuelle n'est pas la première mais la troisième crise d'une forme libérale de capitalisme aux États-Unis. Chacune des deux crises précédentes a été suivie d'une forme de capitalisme régulé. Les grandes entreprises ont joué un rôle important dans le passage au capitalisme réglementé à la fois en 1900 et à la fin des années 1940, avec de grands mouvements sociaux créant un contexte qui a conduit les dirigeants des grandes entreprises à soutenir ou à accepter un rôle élargi de l'État.

L'une des forces de l'École de la Régulation, héritée de son [*ascendant althussérien*](#) , est que sa théorisation de la succession des régimes d'accumulation ne se limite pas à la dichotomie régulée/libérale. Chaque mode de régulation s'organise sous la contrainte d'une forme institutionnelle spécifique qui pèse sur les autres composantes du système. Cela permet un engagement sérieux avec l'évolution qualitative du capitalisme à travers ses étapes successives. Dans ce cadre, la concurrence, le lien capital-travail et la finance ont chacun joué un rôle de premier plan à différentes périodes historiques. Pour l'avenir, [*Robert Boyer*](#) voit la conjoncture actuelle comme ouverte à la production de trois formes potentielles de capitalisme régulé : un bio-capitalisme centré sur les activités anthropiques ; un capitalisme de plateforme associé à l'essor des grandes entreprises numériques ; et un capitalisme d'État néo-*dirigiste* lié soit au modèle chinois, soit à ce qu'il appelle le « populisme démocratique ».

L'inconvénient de l'approche réglementaire, cependant, est que les mécanismes précis du changement ont tendance à être négligés. Alors que les dysfonctionnements croissants du régime d'accumulation conduisent à une crise structurelle, le processus par lequel un nouveau régime émerge est imprévisible – en fonction des *trouvailles* (découvertes fortuites) rationalisées ex post par les décideurs politiques, les théoriciens et les acteurs sociaux. La fascination pour la capacité du capitalisme à se ressusciter après les crises se fait au prix d'un imaginaire politique appauvri.

L'extension la plus prometteuse de l'École de la Régulation – qui se rapproche de la formulation d'une théorie cohérente du changement institutionnel – se trouve dans [*The Last Neoliberal*](#) de Bruno Amable et Stefano Palombarini.(2021), une analyse incisive de la France de Macron. Pour Amable et Palombarini, les dynamiques macroéconomiques, les institutions et les médiations politiques existent comme une totalité. L'architecture institutionnelle de la

société découle de la sédimentation historique de compromis macro-sociaux qui sont le résultat de processus politiques irréductiblement conflictuels. Ces processus politiques sont eux-mêmes déterminés par la dynamique économique à travers l'évolution des attentes de divers groupes sociaux. À la suite de Gramsci, l'approche néoréaliste met clairement l'accent sur l'autonomie du politique. Les attentes sociales ne sont pas figées dans une expression grossière d'intérêts mais procèdent de représentations idéologiques mouvantes qui répondent à une élaboration politique spécifique.

Macron nage à contre-courant international, vers une intensification des restructurations néolibérales. La théorie d'Amable et Palombarini fournit une interprétation puissante de ce phénomène. La désarticulation progressive du modèle national fortement coordonné, qui s'est déroulée au cours de quatre décennies de réforme néolibérale progressive, a déçu les attentes des classes populaires. Cela a conduit à une désagrégation des blocs traditionnels de droite et de gauche, ouvrant la voie à un mouvement néolibéral-bourgeois à part entière, incarné par Macron. Cependant, le manque de soutien populaire à ce mouvement entrave sa capacité à poursuivre une néolibéralisation radicale. Cela a été démontré avec force par les *gilets jaunes*, avant même que la crise de Covid-19 ne rende le playbook néolibéral obsolète.

*

Il y a beaucoup à apprendre de ces diverses itérations – polanyienne, post-keynésienne, régulation, gramscienne – de l'approche des étapes historiques : la non-linéarité du changement, la contingence de l'expansion techno-économique sur des cadres institutionnels adéquats, les réactions socio-politiques aux forces destructrices des marchés et aux changements qualitatifs du système induits par ses mutations. Ces informations nous aident à décrypter la conjoncture actuelle et à prévoir ses directions possibles. Cependant, nous devons également garder à l'esprit les effets cumulatifs des stades de développement successifs. Les contradictions n'existent pas seulement au sein de chaque phase ; elles s'accumulent également d'étape en étape, alors que la dynamique d'un régime d'accumulation entre en conflit avec ses prédécesseurs. Le capitalisme, en tant que système, vieillit.

Avec la mondialisation de l'industrie manufacturière, la surcapacité continue de s'accumuler et les correctifs spatiaux continuent de s'épuiser, rendant la contradiction interne du processus d'accumulation manifeste à un niveau véritablement mondial. Il reste douteux que l'industrialisation des services et sa fragmentation internationale puissent créer des opportunités suffisamment importantes pour absorber cette masse de capital suraccumulé. En attendant, ce que James O'Connor a décrit comme la [deuxième contradiction](#) du capitalisme prend de l'ampleur. Pour O'Connor, un obstacle clé au développement capitaliste ne se pose pas dans le processus d'accumulation en soi mais « entre les rapports de production capitalistes (et les forces productives) et les conditions de la production capitaliste », en raison de « l'appropriation et l'utilisation économiquement autodestructrices du capitalisme de la force de travail, de l'infrastructure et de l'espace urbains, et de la nature ou de l'environnement extérieur ». La crise écologique, la hausse des prix des soins de santé et de l'éducation, la détérioration des infrastructures physiques – tout cela indique des coûts croissants du côté de l'offre qui pourraient entraver davantage le processus d'accumulation. Traiter ces questions n'est en aucun cas hors de portée de l'action humaine. Mais il serait insensé de ne pas se demander si la contrainte systémique supplémentaire du profit n'a pas placé la barre trop haut.

Lire la suite : Ernest Mandel, ['Le cycle industriel dans le capitalisme tardif'](#) , NLR 1/90.